**La gouvernance scolaire face aux frais additifs dans les écoles publiques de la ville de Bukavu**

**Par Bernardin SEBAHIRE RUHONGEKA, César MARHEGEKO MUDERHWA et Joachim RUHAMYA MUGENZI (CERPRU/ ISDR-BUKAVU)**

Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) n’auront pas été atteints en République Démocratique du Congo en général et au Sud-Kivu en particulier. Pour s’en convaincre, il suffit d’observer le système éducatif national ces vingt dernières années.

En effet, la déliquescence du système éducatif congolais exclut des milliers d’enfants issus des familles à faible revenu. L’avenir de ces derniers est dans la rue, les groupes armés, la prostitution, et autres maux qui déciment la région des grands lacs.

L’article 43 de la constitution de la RDC dispose que l’enseignement primaire est obligatoire et gratuit alors que les parents d’élèves restent les grands pourvoyeurs d’écoles à travers une prise en charge des enseignants sous forme de prime de motivation. Depuis, le poids des frais scolaires à charge des parents n’a fait qu’augmenter. Ainsi, s’est institutionnalisé un système palliatif complexe et opaque, basé sur la participation des parents, qui prennent en charge 85% de frais scolaires, largement dominé par le poids des rémunérations.

Sur base de six indicateurs de bonne gouvernance (Transparence, redevabilité, réceptivité, lutte contre la corruption, respect des textes, gestion participative), un échantillon de dix-huit écoles publiques conventionnées et non conventionnées ont été sélectionnées.

Les résultats de notre enquête montrent que l’école se démocratise progressivement en RDC et dans la plupart des villes du pays dont Bukavu. Désormais, le pouvoir est non seulement décentralisé, mais encore partagé entre une pluralité d’acteurs : élèves, enseignants, syndicats, parents, employeurs et politiques.

Toutefois, un défi majeur reste à relever, celui lié aux frais additifs et qui continue à opposer les usagers aux gestionnaires d’écoles. Au lieu d’être un facteur d’intégration sociale et professionnelle comme le suggère E. Durkheim, l’école a tendance à renforcer les inégalités culturelles plutôt qu’à les réduire.

La finalité de notre étude est de proposer aux parties prenantes intervenant dans l’éducation, des réformes à entreprendre pour prévenir des conflits entre acteurs.